Revue de presse

Réélection de Vincent Reina à la CCFA
Visite de la CCFA à Dijon

Mise à jour le 5 septembre 2019

Sommaire

I. Nomination de Vincent Reina à la tête de la chambre

Algérie Presse Service – (20/06/2019) « Vincent Reina réélu pour un second mandat à la tête de la Chambre de commerce franco-arabe »

Econostrum – (20/06/2019) « Vincent Reina réélu Président de la Chambre de Commerce franco-arabe »

Allafrica.com – (20/06/2019) « Vincent Reina, réélu pour un second mandat à la tête de la Chambre de commerce franco arabe »

Bulletin Quotidien – (24/06/2019) « Les femmes, les hommes et les pouvoirs – en quelques lignes »

Les Échos – (03/07/2019) « CCFA : Vincent Reina conserve la direction de la Chambre de commerce franco-arabe »

Le Moci – (05/09/2019) « Commerce extérieur : les pistes de V. Reina pour redresser l'export dans les pays arabes »

II. Visite de la Chambre de commerce Franco Arabe à Dijon

L'Opinion – (23/07/2019) « « Sur le commerce extérieur, nous plafonnons » analyse Vincent Reina (Chambre de commerce franco-arabe) » [Vidéo en ligne]

L'Opinion – (06/08/2019) « Comment la France peut regagner des parts de marché dans les pays arabes »

Le Bien Public – (11/07/2019) « La Métropole veut nouer des liens forts avec les pays arabes »

France Bleu Bourgogne – (10/07/2019) « Le commerce côte-d'orien se développe dans les pays arabes »

Infos-Dijon – (12/07/2019) « DIJON MÉTROPOLE : Entreprises et acteurs économiques du territoire ouvrent leurs portes à la Chambre de commerce franco-arabe »

Le Moci – (18/07/2019) « CCFA / Dijon : 16 ambassadeurs se sont déplacés à Dijon »

Le Journal du Palais – (26/08/2019) « Seize ambassadeurs des pays arabes à Dijon »

Nomination de Vincent Reina à la tête de la Chambre de commerce Franco Arabe

Algérie Presse Service
http://www.aps.dz/economie/90894-vincent-reina-reelu-pour-un-second-mandat-a-la-tete-de-la-chambre-de-commerce-franco-arabe

Publié Le : Jeudi 20 juin 2019

Vincent Reina, réélu pour un second mandat à la tête de la Chambre de commerce franco-arabe

PARIS – Le français Vincent Reina vient d'être reconduit pour un second mandat à la tête de la Chambre de commerce franco-arabe (CCFA) pour une durée de 3 ans, a-t-on appris jeudi de la chambre de commerce.

Cette reconduction à la présidence de la CCFA est intervenue à l'issue de l'assemblée générale et du conseil d'administration de la chambre de commerce, a-t-on ajouté, soulignant que Vincent Reina a annoncé son ambition pour relancer les exportations françaises dans les pays de la zone Moyen-Orient Afrique du Nord (MENA).

Malgré un solde positif de 806 millions d'euros en 2018, a indiqué la CCFA, le commerce extérieur français avec les pays d'Afrique du nord et du Moyen-Orient connait un « net recul » par rapport à 2017 où il dépassait les 5,7 milliards d'euros, alors que la croissance régionale est estimée en progression à 3,2% en 2020 et les pays arabes connaissent une profonde transformation en développant un virage en matière de transition énergétique.

Le président reconduit a estimé que la CCFA « doit aller plus loin et mettre en œuvre une transformation plus profonde, de repositionnement plus agressif, pour faire progresser les échanges avec les pays de la zone MENA »

« La relation entre la France et le monde arabe est multi centenaire. Elle constitue un socle de notre politique extérieur, de notre économie, de notre richesse culturelle et qu'elle doit s'enrichir sur la base d'un nouveau partenariat gagnant-gagnant que nous devons réinventer », a-t-il souligné, affirmant que l'accompagnement des PME est une « priorité » pour « saisir de nouvelles priorités commerciales ».

La CCFA, a-t-on précisé, souhaite se positionner comme un « maillon incontournable » du développement économique croisé entre la France et le monde arabe, afin de faire croître le partenariat économique franco-arabe, ouvert notamment sur l'Europe mais aussi sur l'Afrique.

Les PME représentent 50% des adhérents de la chambre et constituent une des principaux leviers de croissance du commerce extérieur français, a-t-on rappelé.

La Chambre de commerce franco-arabe, créée en 1970, connecte les entreprises et les institutions françaises aux réseaux des chambres de commerce nationales des 22 pays membres de la Ligue des Etats Arabes, au Maghreb, dans le Machreq et les Pays du Golfe, un marché de plus de 300 millions de consommateurs finaux.

Elle intervient dans les formalités à l'exportation vers les pays arabes, dans la formation, l'information, le développement des entreprises, les solutions alternatives de règlement de conflit.

Econostrum

Publié le : 20 juin 2019

https://www.econostrum.info/Vincent-Reina-reelu-President-de-la-Chambre-de-commerce-Franco-Arabe_a25724.html

Vincent Reina réélu Président de la Chambre de commerce Franco Arabe

Vincent Reina s'engage dans un second mandat de trois ans (photo : CCFA)

FRANCE / MENA. L'assemblée générale de la Chambre de Commerce Franco-Arabe a reconduit, jeudi 20 juin 2019, Vincent Reina à sa tête. Déjà élu une première fois en juin 2016 – il avait succédé à Hervé de Charrette -, il s'engage dans un nouveau mandat de trois ans.

Vincent Reina (65 ans) est diplômé de l'école supérieure de Gestion de Paris et a mené la quasi-totalité de sa carrière dans le groupe SUEZ jusqu'à en devenir directeur du développement France Délégué.

Il a fait part de son « ambition pour relancer les exportations françaises dans les pays de la zone Mena. » Selon la CCFA, « malgré un solde positif de 806 millions d'euros en 2018, le commerce extérieur français avec les

pays d'Afrique du nord et du Moyen-Orient connait un net recul par rapport à 2017 où il dépassait les 5,7 milliards d'euros ». L'instance note, dans un communiqué, que « la croissance régionale est estimée en progression à 3,2% en 2020 et les pays arabes connaissent une profonde transformation en développant un virage en matière de transition énergétique. Les pays arabes bénéficient donc d'une réelle attractivité pour les entreprises françaises qui ont un savoir-faire reconnu, notamment en matière de ville durable (bien-être, mobilité, urbanisme, développement durable) ».

Le nouveau président entend « mettre en œuvre une transformation plus profonde, un repositionnement plus agressif, pour faire progresser les échanges avec les pays de la zone Mena. »

Créée en 1970, la CCFA « intervient dans les formalités à l'exportation vers les pays arabes, dans la formation, l'information, le développement des entreprises, les solutions alternatives de règlement de conflit. Elle organise des actions bilatérales partout en France. Elle travaille en étroite collaboration avec l'ensemble des acteurs économiques et institutionnels français et arabes, sur le territoire national et dans les 22 pays couverts ». Les Pme constituent 50% des adhérents de la Chambre.

Frédéric Dubessy

Allafrica.com
https://fr.allafrica.com/stories/201906210440.html

Publié le : 20 juin 2019

Vincent Reina, réélu pour un second mandat à la tête de la Chambre de commerce franco-arabe

Paris – Le Français Vincent Reina vient d'être reconduit pour un second mandat à la tête de la Chambre de commerce franco-arabe (CCFA) pour une durée de 3 ans, a-t-on appris jeudi de la chambre de commerce

Cette reconduction à la présidence de la CCFA est intervenue à l'issue de l'assemblée générale et du conseil d'administration de la chambre de commerce, a-t-on ajouté, soulignant que Vincent Reina a annoncé son ambition pour relancer les exportations françaises dans les pays de la zone Moyen-Orient Afrique du Nord (MENA).

Malgré un solde positif de 806 millions d'euros en 2018, a indiqué la CCFA, le commerce extérieur français avec les pays d'Afrique du nord et du Moyen-Orient connait un « net recul » par rapport à éà17 où il dépassait les 5,7 milliards d'euros, alors que la croissance régionale est estimée en progression à 3,2% en 2020 et les pays arabes connaissent une profonde transformation en développant un virage en matière de transition énergétique.

Le président reconduit a estimé que la CCFA « doit aller plus loin et mettre en œuvre une transformation plus profonde, de repositionnement plus agressif, pour faire progresser les échanges avec les pays de la zone MENA ».

« La relation entre la France et le monde arabe est multi centenaire. Elle constitue un socle de notre politique extérieur, de notre économie, de notre richesse culturelle et qu'elle doit s'enrichir sur la base d'un nouveau partenariat gagnant-gagnant que nous devons réinventer », a-t-il souligné, affirmant que l'accompagnement des PME est une « priorité » pour « saisir de nouvelles priorités commerciales ».

La CCFA, a-t-on précisé, souhaite se positionner comme « maillon incontournable » du développement économique croisé entre la France et le monde arabe, afin de faire croître le partenariat économique franco-arabe, ouvert notamment sur l'Europe mais aussi sur l'Afrique.

Les PME représentent 50% des adhérents de la chambre et constituent un des principaux leviers de croissance du commerce extérieur français, a-t-on rappelé.

La Chambre de commerce franco-arabe, créée en 1970, connecte les entreprises et les institutions françaises aux réseaux des chambres de commerce nationales des 22 pays membres de la Lige des États Arabes, au Maghreb, dans le Machreq et les Pays du Golfe, un marché de plus de 300 millions de consommateurs finaux.

Elle intervient dans les formalités à l'exportation vers les pays arabes, dans la formation, l'information, le développement des entreprises, les solutions alternatives de règlement de conflit.

Bulletin Quotidien

Publié le Lundi 24 juin 2019

Les femmes, les hommes et les pouvoirs – en quelques lignes

À l'issue de l'assemblée générale et du conseil d'administration de la Chambre de commerce Franco-Arabe (CCFA), M. Vincent REINA, né en juillet 1954, directeur délégué chargé de la région Grand Ouest, des grands comptes franciliens et des partenariats de Suez, ancien conseiller (DVD) de Paris, ancien adjoint au maire de Paris (alors M. Jean Tiberi), chargé des questions relatives aux affaires sociales et universitaires, de l'urbanisme, du logement et de l'architecture, a été reconduit pour une durée de 3 ans dans son mandat de président de la chambre qu'il assume depuis juin 2016.

Les Échos

Publié : le mercredi 3 juillet 2019

CCFA : Vincent Reina conserve la direction de la Chambre de commerce franco-arabe.

Vincent Reina, 65 ans, diplômé de l'École supérieure de gestion de Paris, est arrivé à la tête de la chambre en 2016. Il a notamment été adjoint au maire de Paris, chargé des affaires scolaires et universitaires, de l'urbanisme, du logement et de l'architecture. En 2002, il a rejoint le secteur privé, d'abord chez Degrémont. En 2008, il a intégré Suez Environnement. Il en a été le directeur développement délégué.

par Laurance N'kaoua

LE MOCI
Moniteur du Commerce International depuis 1883

Le Moci

Publié le : 5 septembre 2019

https://www.lemoci.com/lettre-confidentielle/commerce-exterieur-les-pistes-de-v-reina-pour-redresser-lexport-dans-les-pays-arabes/

Commerce extérieur : les pistes de V. Reina pour redresser l'export dans les pays arabes

Vincent Reina, réélu le 19 juin à la présidence de la Chambre de commerce franco-arabe (CCFA)*, estime qu'il « n'est plus possible que chacun travaille pour sa paroisse » au regard de l'****effondrement de l'excédent commercial*** *de la France dans le monde arabe. D'où les partenariats conclus avec de nombreux acteurs de l'écosystème du commerce extérieur. Ancien adjoint au maire et directeur du Développement délégué de la holding Suez, ce natif de Tunis veut aussi développer les relations de la CCFA avec les métropoles en France.*

Le Moci. **Vous venez d'être réélu pour trois ans à la tête de la Chambre de commerce franco-arabe (CCFA). Dès avant cette réélection, vous appeliez à une relance concertée des exportations françaises. Pourquoi ?**

Vincent Reina. Dès mon premier mandat, j'ai voulu que nous soyons un maillon au service du développement des entreprises françaises dans le monde arabe et réciproquement et plus seulement une représentation et un lien institutionnels à travers les 22 Chambres nationales ou patronats arabes qui sont représentées dans la CCFA. Trois ans après, je dis qu'il faut encore faire mieux, il faut forcer encore le destin.

Car, si les importations en France de la zone ont pas mal évolué en passant, en un an, de 21 milliards d'euros à 26,2 milliards en 2018, dont 16 milliards du Maghreb, en revanche, nos exportations ont stagné ces deux dernières années à un peu plus de 27 milliards, avec des baisses parfois, comme en Arabie Saoudite où elles sont tombées de 4,5 milliards à 3,5 milliards. Le solde est donc, lui, dramatiquement descendu de 5,7 milliards à 800 millions entre 2017 et 2018.

La CCFA compte 120 membres, dont la moitié de petites et moyennes entreprises, et nous savons que les PME hésitent à investir dans des zones réputées difficiles. Et même les grandes entreprises peuvent se « retenir » au regard des changements fréquents de réglementation, aux quotas, licences et taxes d'importation comme c'est le cas par exemple

en Algérie. Nous sommes donc là pour expliquer, puis faciliter, à l'exportation comme à l'implantation.

« Il n'est plus possible que chacun travaille pour sa paroisse »

***Le Moci.* Qu'entendez-vous par « forcer le destin » ?**

V. R. Nous avons différentes formes de partenariats : convention avec Business France, la Conférence permanente des chambres consulaires africaines et francophones (CPCCAF) ; un siège occupé à notre conseil d'administration par la CPME et CCI France ; des échanges avec Medef International, Bpifrance ; des accords aussi avec un des spécialistes de l'accompagnement individualisé et du portage, Mission internationale. Nous avons même proposé de constituer un **Conseil public-privé**, parce que je dis que dans le monde arabe, il n'est plus possible que chacun travaille pour sa paroisse.
Avec Business France, nous avons déjà organisé un atelier sur l'Égypte et la CCFA a aussi reçu son directeur Proche et Moyen-Orient, **Marc Cagnard***, pour lequel était organisée une douzaine de rendez-vous individuels sous la responsabilité de notre directeur du Développement, **Dominique Brunin**. Nous allons rééditer sur l'Irak et proposer un nouvel atelier d'informations sur la Libye, deux pays dans lesquels nos réseaux sont complémentaires.

Cela viendra renforcer les actions que nous menons, avec *Le Moci* par exemple, avec la tenue d'un atelier technique sur la Libye lors du Forum *Moci* 2019 Risques et opportunités, comme nous l'avions fait en 2018 sur l'Irak. Parce que sur l'Irak, c'est maintenant qu'il faut comprendre les priorités de la reconstruction. Quand çà va démarrer, ce sera déjà trop tard. Il faut aussi faire de la Libye une cible. Nous regardons aussi de de près le Liban avec les suites de la Conférence économique pour le développement du Liban par les réformes et avec les entreprises (CEDRE).

« La CCFA développe ses relations avec les métropoles »

***Le Moci.* Le monde arabe est traversé par de nombreux conflits. Qu'est-ce qui pourrait donner confiance aux PME ?**

V. R. D'abord, nombre de pays ont des plans stratégiques à l'horizon 2030, fort bien dotés et associant le secteur privé. Ensuite, certains d'entre eux, de plus en plus, beaucoup dans le Maghreb, souhaitent la présence de PME françaises pour développer des partenariats. A cet égard, il faudrait que les grandes entreprises pensent plus souvent à se grouper avec de plus petites, dans leur intérêt propre, et ceux des PME souvent confrontées aux réglementations locales. Bien sûr, la concurrence est rude sur place et c'est pourquoi, je le répète, il faut mieux accompagner et travailler ensemble.
Je dis aussi souvent que Paris est la capitale de la France, mais que Paris n'est pas la France. Depuis 2018, la CCFA développe ses relations avec les

métropoles. C'est le bon échelon à notre avis, car les problématiques y sont très concrètes : eau, déchets, transport, infrastructures etc. Nous avons commencé l'an dernier à Bordeaux et on ne fait pas « un coup », on fait du suivi. Nous avions alors compris que la métropole, présidée par **Alain Juppé** à l'époque, voulait renforcer ses liaisons aériennes. Nous pouvons servir de passerelle pour que la réflexion sur une liaison au départ d'un pays du Golfe sur Bordeaux débouche un jour, comme c'est le cas déjà sur Lyon et Nice.

***Le Moci.* Qu'avez-vous prévu cette année ?**

V. R. Cette année, nous avons été reçus avant les vacances à Dijon par l'ancien ministre, **François Rebsamen**, avec seize ambassadeurs arabes à Paris. Je puis vous assurer que des deux côtés, on a été enchanté parce que c'était très concret. L'idée du jumelage a été repensée avec des échanges d'informations et de possibles partenariats dans la santé, les transports, ou l'agroalimentaire. Nous avons été reçus par le pôle européen d'innovation en agroécologie, AgrOnov, par le pôle de compétitivité Vitagora, ou encore le groupe Urgo.
Preuve que le monde arabe est ouvert aux PME, le producteur de miel Apidis est présent aux Émirats arabes unis, en Arabie Saoudite, importe et exporte à la fois au Yémen. Le spécialiste de l'efficacité énergétique Elithis a, pour sa part, une cinquantaine de projets dans le monde et va pouvoir renforcer ses contacts dans les pays arabes. Nous allons voir comment les accompagner plus. Au-delà de la mise en relation, pour nous cela doit être suivi d'un développement actif.

Ne laissons pas faire la concurrence asiatique, chinoise en particulier. Nous avons des savoir-faire, la France est reconnue, mais la Chine est plus agressive et, comme les règlementations de la France alourdissent les charges de ses entreprises, la concurrence n'est pas égale. Je suis sidéré que la Chine ait littéralement raflé les ports que va faire construire Djibouti ! Et demain, la Chine nous concurrencera sur notre marché domestique et, d'ailleurs, on la voit déjà dans les sujets environnementaux en consortium avec des sociétés espagnoles.

***Le Moci.* Et que prévoyez-vous pour 2020 ?**

V. R. La **Chambre fêtera ses 50 ans**. Je pense qu'il faudra avoir un langage encore plus fort, se montrer plus volontariste, mieux communiquer, relooker nos outils – site, newsletter – et, bien sûr, continuer à privilégier le terrain. Deux missions de ce type par an, c'est bien.
Quand on commence une histoire, comme avec Bordeaux et Dijon, où nous allons aussi voir les CCI, les entreprises locales et leurs représentations, Medef et CPME, il faut, comme je le disais, suivre derrière. Comme l'an prochain, ce seront, les 15 et 22 mars, les élections municipales, nous nous tournerons peut-être vers un autre échelon, vers les Régions. Ce que nous prévoyons en année normale, c'est une première mission avec une

métropole ou une région et une deuxième mission de suivi de ce qui a été réalisé l'année précédente.

Propos recueillis par François Pargny

*Depuis le 1er septembre, Marc Cagnard a quitté Dubaï pour Lyon, où il est le nouveau directeur de CCI International Auvergne Rhône-Alpes (voir rubrique Nomination de la *LC* de cette semaine)

Visite de la Chambre de commerce Franco Arabe

l'Opinion

L'Opinion

Publié le : 23 juillet 2019

https://www.lopinion.fr/video/decryptage/commerce-exterieur-nous-plafonnons-analyse-vincent-reina-chambre-193506

« Sur le commerce extérieur, nous plafonnons », analyse Vincent Reina (Chambre de commerce franco-arabe)

Vincent Reina, président de la Chambre de commerce franco-arabe, structure paritaire créée en 1970 et qui intègre des entreprises françaises et les représentants des pays de la ligue arabe, est l'invité de l'Opinion pour répondre aux questions de Pascal Airault.

l'Opinion

L'Opinion

Publié le : 6 août 2019

https://www.lopinion.fr/edition/international/comment-france-peut-regagner-parts-marche-dans-pays-arabes-194471

Perspectives

Comment la France peut regagner des parts de marché dans les pays arabes

Pascal Airault • 06 août 2019 à 12h45

Selon Vincent Reina, président de la Chambre de commerce franco-arabe, « la relance du commerce extérieur doit devenir une grande cause nationale »

L'industrie française a réussi à vendre son TGV au Maroc où il s'appelle LGV. @ sipa press

Les faits – Le monde arabe doit faire face à une demande soutenue des besoins des populations en raison de sa démographie. Le marché des pays arabes représente 370 millions de consommateurs. Des projets nationaux de développement économique sont mis en œuvre dans ces pays qui

cherchent à se diversifier pour s'émanciper de leur dépendance aux hydrocarbures. Les entreprises françaises ont des occasions à saisir.

Les entreprises françaises ne tirent pas suffisamment parti des opportunités de marché dans les pays arabes. La balance commerciale sur cette région reste positive, à hauteur 806 millions d'euros en 2018, mais elle est en forte hausse par rapport à 2017 (5,7 milliards d'euros). Pourtant, la croissance de ces pays reste dynamique à 3,2% en 2020. « Cette baisse des résultats est constatée surtout avec les pays du Maghreb où le solde de la balance commerciale se rétracte avec la Libye, le Maroc et la Tunisie et dans les pays du Golfe, notamment avec l'Arabie Saoudite », explique Vincent Reina, président de la Chambre de commerce franco-arabe.

Dans cette zone géographique, la demande ne cesse pourtant d'augmenter en raison de l'essor démographique. Les pays arabes ont entamé un virage économique. Ils diversifient actuellement leurs activités en faisant le pari de la transition énergétique. Ils ont élaboré des plans stratégiques à l'horizon 2030-2040. Ces feuilles de route ciblent les investissements dans les infrastructures de transports, l'environnement, l'agroalimentaire, l'énergie, les services, la santé. Selon le rapport « Nouveau monde arabe, nouvelle politique arabe » de l'Institut Montaigne, le potentiel est considérable. Le marché des pays du Maghreb est de 80 millions de consommateurs, celui de l'ensemble du monde arabe atteint 370 millions de personnes.

« Bien que les pays du Conseil de coopération du Golfe (CCG) aient fait des progrès significatifs dans la diversification de leurs économies en dehors du pétrole, celui-ci représente toujours la plus grande part de leurs recettes budgétaires », estime la dernière note de la Coface. En 2018, les recettes issues des hydrocarbures constituaient 70% des rentrées budgétaires en Arabie Saoudite, 80 % à Oman et Bahreïn, 60 % au Koweït et au Qatar, et 55 % aux Emirats arabes unis. Autant de ressources disponibles pour la diversification des activités dans un contexte de remontée des cours du baril. « Cela représente une sécurité pour les banques, mais la volatilité qui l'entoure demeure un risque, surtout compte tenu des décisions de certains gouvernements du CCG d'assouplir certaines mesures d'austérité budgétaire », poursuit la Coface.

En Syrie et en Irak, l'heure est à la reconstruction. La France soutient massivement les autorités irakiennes (un milliard d'euros d'aide sur trois ans), mais ses entreprises sont encore mal positionnées. En Syrie, Paris aura des difficultés à pénétrer le marché en raison du soutien apporté aux rebelles durant la crise. Ses entreprises misent sur des partenariats avec les groupes libanais pour s'implanter sur ce marché.

« Le poids de la fiscalité française reste une contrainte par rapport à nos concurrents asiatiques et même européens sur des marchés de plus en plus compétitifs »

« Fédérer toutes les actions ». Au Maghreb, les groupes français gagne régulièrement des marchés dans les métiers de l'eau, de l'énergie, des transports. Mais il y a encore des marges et la concurrence est âpre. L'Espagne a soufflé la place de premier partenaire commercial du Maroc à la France. L'Algérie reste un marché difficile, comme la Libye. La Tunisie développe ses transports (métro de Sfax, réseau ferroviaire à Tunis), une chance à saisir pour les groupes français. La Mauritanie présente des perspectives intéressantes. L'État disposera d'importantes ressources avec l'entrée en production en 2021-2022 de nouveaux champs d'hydrocarbures.

« La France, qui jouit d'une longue histoire avec les pays arabes, de relations culturelles et d'une forte expertise, plafonne à 27 milliards d'exportations, déplore Vincent Reina. Le poids de la fiscalité française reste une contrainte par rapport à nos concurrents asiatiques et même européens sur des marchés de plus en plus compétitifs. Il existe notamment une différence considérable de prix par rapport à la Chine. »

Tout n'est pas perdu pour les entreprises françaises à condition de renforcer la dynamique des territoires, d'accompagner les PME-PMI qui ont un savoir-faire reconnu en matière de ville durable (bien-être, mobilité, urbanisme, développement durable). « Les PME et ETI françaises peuvent accompagner les grands groupes, ajoute Vincent Reina. Ça commence à venir. Il faut que cette dynamique devienne culturelle comme en Allemagne. » Une entreprise comme Immersion (3D) à Bordeaux est intégrée dans les offres de la SNCF et de Transdev. Dans l'agroalimentaire, l'apiculteur dijonnais Apidis attaque les marchés du monde arabe. « La relance du commerce extérieur doit devenir une grande cause nationale, conclut le président de la Chambre de commerce franco-arabe. Il faut fédérer toutes les actions (Medef, Business France, Coface, Chambre de commerces) pour mettre en œuvre un repositionnement plus agressif. »

Synthèse des échanges commerciaux France-pays arabes

En milliards d'euros

	Export		Import		Total des échanges		Solde	
	2017	2018	2017	2018	2017	2018	2017	2018
Maghreb	12,70	13,30	14,10	16,20	26,80	29,60	-1,20	-2,90
Pays du Golfe	10,90	10,80	6,17	8,90	17,40	19,80	4,37	1,80
Autres que la Ligue arabe	3,51	3,31	1,13	1,41	4,404	4,723	2,38	1,91
Total	27,1	27,4	21,4	26,6	48,6	54,1	5,7	0,805

L'ensemble de ces valeurs provient des fiches repères économiques pays par pays, des Etats-membres de la Ligue arabe

SOURCE: DOUANES FRANÇAISES

Edition du journal parue le 7 août 2019

Selon la Chambre de commerce franco-arabe, « la relance du commerce extérieur doit devenir une grande cause nationale »

Comment regagner des parts de marché dans les pays arabes

Perspectives

Le monde arabe doit faire face à une demande soutenue des besoins des populations en raison de sa démographie. Le marché des pays arabes représente 370 millions de consommateurs. Des projets nationaux de développement économique sont mis en œuvre dans ces pays qui cherchent à se diversifier pour s'émanciper de leur dépendance aux hydrocarbures. Les entreprises françaises ont des occasions à saisir.

Pascal Airault

LES ENTREPRISES FRANÇAISES ne tirent pas suffisamment parti des opportunités de marché dans les pays arabes. La balance commerciale sur cette région reste positive, à hauteur de 806 millions d'euros en 2018, mais elle est en forte baisse par rapport à 2017 (5,7 milliards d'euros). Pourtant, la croissance de ces pays reste dynamique, à 3,2 % en 2020. « Cette baisse des résultats est constatée surtout avec les pays du Maghreb, où le solde de la balance commerciale se rétracte avec la Libye, le Maroc et la Tunisie et dans les pays du Golfe, notamment avec l'Arabie saoudite », explique Vincent Reina, président de la Chambre de commerce franco-arabe.

Dans cette zone géographique, la demande ne cesse pourtant d'augmenter en raison de l'essor démographique. Les pays arabes ont entamé un virage économique. Ils diversifient actuellement leurs activités en faisant le pari de la transition énergétique. Ils ont élaboré des plans stratégiques à l'horizon 2030-2040. Ces feuilles de route ciblent les investissements dans les infrastructures de transports, l'environnement, l'agroalimentaire, l'énergie, les services, la santé. Selon le rapport « Nouveau monde arabe, nouvelle politique arabe » de l'Institut Montaigne, le potentiel est considérable. Le marché des pays du Maghreb est de 80 millions de consommateurs, celui de l'ensemble du monde arabe atteint 370 millions de personnes.

« Bien que les pays du Conseil de coopération du Golfe (CCG) aient fait des progrès significatifs dans la diversification de leurs économies en dehors du pétrole, celui-ci représente toujours la plus grande part de leurs recettes budgétaires », estime la dernière note de la Coface. En 2018, les recettes issues des hydrocarbures constituaient 70 % des rentrées budgétaires en Arabie saoudite, 80 % à Oman et Bahreïn, 60 % au Koweït et au Qatar, et 55 % aux Emirats arabes unis. Autant de ressources disponibles pour la diversification des activités dans un contexte de remontée des cours du baril. « Cela représente une sécurité pour les banques, mais la volatilité qui l'entoure demeure un risque, surtout compte tenu des décisions de certains gouvernements du CCG d'assouplir certaines mesures d'austérité budgétaire », poursuit la Coface.

En Syrie et en Irak, l'heure est à la reconstruction. La France soutient massivement les autorités irakiennes (un milliard d'euros d'aide sur trois ans), mais ses entreprises sont encore mal positionnées. En Syrie, Paris aura des difficultés à pénétrer le marché en raison du soutien apporté aux rebelles durant la crise. Ses entreprises misent sur des partenariats avec les groupes libanais pour s'implanter sur ce marché.

« Fédérer toutes les actions ». Au Maghreb, les groupes français gagnent régulièrement des marchés dans les métiers de l'eau, de l'énergie, des transports. Mais il y a encore des marges et la concurrence est âpre. L'Espagne a souffié la place de premier partenaire commercial du Maroc à la France. L'Algérie reste un marché difficile, comme la Libye. La Tunisie développe ses transports (métro de Sfax, réseau ferroviaire à Tunis), une chance à saisir pour les groupes français. La Mauritanie présente des perspectives intéressantes. L'Etat disposera d'importantes ressources avec l'entrée en production en 2021-2022 de nouveaux champs d'hydrocarbures.

« La France, qui jouit d'une longue histoire avec les pays arabes, de relations culturelles et d'une forte expertise, plafonne à 27 milliards d'exportations, déplore Vincent Reina. Le poids de la fiscalité française reste une contrainte par rapport à nos concurrents asiatiques et même européens sur des marchés de plus en plus compétitifs. Il existe notamment une différence considérable de prix par rapport à la Chine. » Tout n'est pas perdu pour les entreprises françaises à condition de renforcer la dynamique des territoires, d'accompagner les PME-PMI qui ont un savoir-faire reconnu en matière de ville durable (bien-être, mobilité, urbanisme, développement durable). « Les PME et ETI françaises peuvent accompagner les grands groupes, ajoute Vincent Reina. Ça commence à venir. Il faut que cette dynamique devienne culturelle comme en Allemagne. » Une entreprise comme Immersion (3D) à Bordeaux est intégrée dans les offres de la SNCF et de Transdev. Dans l'agroalimentaire, l'apiculteur dijonnais Apidis attaque les marchés du monde arabe. « La relance du commerce extérieur doit devenir une grande cause nationale, conclut le président de la Chambre de commerce franco-arabe. Il faut fédérer toutes les actions (Medef, Business France, Coface, Chambre de commerces) pour mettre en œuvre un repositionnement plus agressif. » @P_Airault

Synthèse des échanges commerciaux France-pays arabes

En milliards d'euros

	Export		Import		Total des échanges		Solde	
	2017	2018	2017	2018	2017	2018	2017	2018
Maghreb	12,70	13,30	14,19	16,20	26,80	29,50	-1,20	-2,90
Pays du Golfe	10,90	10,80	6,17	8,90	17,40	19,80	4,37	1,90
Autres que la Ligue arabe	3,51	3,31	1,13	1,41	4,404	4,723	2,38	1,91
Total	27,1	27,4	21,4	26,6	48,6	54,1	5,7	0,805

L'ensemble de ces valeurs provient des fiches repères économiques pays par pays, des Etats-membres de la Ligue arabe

SOURCE : DOUANES FRANÇAISES

Le gouvernement indien a décidé d'abroger le statut spécial dont bénéficiait l'Etat peuplé majoritairement de musulmans

Au Cachemire, le coup de poker de Narendra Modi

En avoir ou pas

Après l'annonce de la reprise en main du Cachemire par le gouvernement indien, la roupie indienne s'est effondrée pour atteindre son niveau le plus bas depuis décembre. S'ajoutant à la dépréciation du yuan, la décision des autorités concernant l'Etat du Nord et les risques qui en découlent suscitent de nombreuses craintes dans les milieux économiques du pays et fragilisent la Bourse.

Claude Leblanc

NARENDRA MODI a pris tout le monde par surprise en mettant fin à l'autonomie dont le Cachemire jouissait depuis l'indépendance en 1947. Sans doute a-t-il pensé qu'il fallait agir rapidement, sans aucune concertation, pour éviter que son projet ne s'enlise dans d'interminables débats. Il n'empêche que sa décision provoquera des troubles et qu'elle ne règle en rien la question tant sur les plans intérieur qu'extérieur.

Il faut d'ailleurs regarder du côté pakistanais pour saisir les motivations du Premier ministre indien, qui a estimé le moment propice pour changer la donne avant qu'Islamabad ne reprenne l'initiative. « Aucune action unilatérale du gouvernement indien ne pourra changer la situation de territoire disputé comme cela est inscrit dans les résolutions du Conseil de sécurité des Nations Unies. En tant que partie prenante dans ce différend international, le Pakistan appliquera toutes les options possibles pour contrer ces mesures illégales », a rapidement réagi le ministère des Affaires étrangères pakistanais.

Le gouvernement indien a donc voulu faire d'une pierre deux coups en abrogeant l'article 370 de la Constitution et en remplaçant l'article 35A qui régissaient le statut spécial dont bénéficiait l'Etat du Jammu et Cachemire. Celui-ci est par la même occasion divisé en deux « territoires de l'Union », le Jammu et Cachemire avec un corps législatif et le Ladakh, sans corps législatif. C'est désormais la Constitution indienne qui s'applique intégralement dans cet ensemble géographique. Le BJP, parti nationaliste hindou dont Narendra Modi est issu, a accueilli la décision avec enthousiasme dans la mesure où il s'agissait d'une revendication ancienne concernant le seul Etat à majorité musulmane du pays.

EDA PHOTO

Au Jammu-et-Cachemire, **des supporters de Narendra Modi** célèbrent sa décision de révoquer l'autonomie de la région.

C'est au début des années 1950 que Syama Prasad Mookerjee, fondateur du Bharatiya Jana Sangh, l'ancêtre du BJP créé 30 ans plus tard, a lancé le combat contre l'autonomie du Cachemire. Emprisonné à Srinagar en 1953 pour être entré illégalement au Cachemire, il est mort d'une crise cardiaque quelques jours plus tard, devenant un martyr aux yeux des nationalistes hindous.

Tache noire. N'ayant jamais disposé d'une majorité assez confortable pour accomplir la volonté de Mookerjee jusqu'à son nouveau succès électoral du printemps 2019, le BJP a rongé son frein jusqu'au 5 août, où il a pu effacer ce qu'il considérait, il y a encore 24 heures, comme « une tache noire de l'histoire indienne ». Pour le parti du Congrès, ils'agit d'une « trahison de la confiance que le peuple du Cachemire a placé dans le gouvernement central quand il a rejoint l'Union indienne en 1947 ». Il est intéressant de noter que le gouvernement indien motive en partie sa décision par les difficultés économiques dont souffre la région. Cela rappelle les explications données par les autorités chinoises pour imposer sa politique au Xinjiang, province à majorité musulmane.

La question qui se pose désormais est de savoir si le Cachemire, qui jusqu'à présent interdisait notamment aux étrangers à la région d'acquérir des biens immobiliers localement, va se retrouver à plus ou moins long terme « hindouisé », à l'instar du phénomène de « sinisation » visible dans la province occidentale de Chine.

L'arrivée de quelque 25 000 membres des forces de sécurité supplémentaires, l'assignation à résidence de nombreux responsables politiques locaux, le blocage des télécommunications, la fermeture des écoles sont d'autres signes de la volonté de mettre au pas rapidement l'ancien Etat. Mais à la différence de la Chine qui dispose de moyens financiers considérables, les ressources de New Delhi sont plus limitées pour mener à bien sa politique.

Narendra Modi a pourtant estimé que le moment était propice pour imposer ce « fait accompli ». S'il attendait plus longtemps, il risquait de se retrouver confronté à un Pakistan plus confiant depuis que Donald Trump a décidé de se tourner vers lui pour négocier la paix en Afghanistan. La perspective d'un départ définitif des Américains de la région a aussi poussé le Premier ministre indien à agir dans la crainte de voir les islamistes reprendre du poil de la bête dans cette région soumise ces dernières années à des poussées extrémistes. C'est donc un coup de poker que le gouvernement indien tente aujourd'hui. Il semble pour l'instant maîtriser la situation, mais il est fort probable que cela ne durera pas. Plus de 45 000 personnes ont perdu la vie au cours des trente dernières années en relation avec les envies séparatistes de certains.

@japonline

In folio

Bernard Quiriny

Balance ton porc

SAVIEZ-VOUS QUE LE MOT « truie » vient du bas latin troia, féminin de l'expression porcus trojanus, c'est-à-dire « porc troyen », autrement dit porc farci, allusion au cheval de Troie, lui-même farci ? Moi non, tout comme j'ignorais qu'on pouvait appeler la truie une « coche », bien que ce mot soit peu usité. A moins qu'il faille dire porce, comme le suggère Philippe Sollers ? J'ai trouvé ces détails dans un texte de Blandine Vié, retenu par Bruno Deniel-Laurent dans *Le goût des cochons*, anthologie de la collection « Le goût de… ».

Blandine Vié s'y trouve en bonne compagnie puisque, outre Sollers, elle côtoie Huysmans, Zola, Maupassant, Verlaine et Claudel, auteur d'un poème en prose intitulé *Le Porc*. Ah, le porc ! Il y a tant à dire à son sujet qu'on ne sait pas par quel bout l'attaquer. Le bout religieux, avec les interdits du judaïsme et de l'islam. Le bout gastronomique, avec les recettes dont il est l'ingrédient principal. Le bout culturel, avec les scènes d'égorgement et de fabrication du boudin qui ont tellement marqué la mémoire populaire dans nos campagnes. Le bout écologique et éthique, avec la critique actuelle de l'élevage industriel et de l'abattage à la chaîne… Autant d'aspects qu'aborde la trentaine d'extraits choisis par Deniel-Laurent, sans oublier l'aspect fétichiste et artistique, celui qu'incarne l'acteur Jean-Claude Dreyfus, auteur du *Cochon considéré comme l'un des beaux-arts*, propriétaire d'une collection de 4 000 objets relatifs au cochon, exposée jadis au Musée du cochon de Bayonne !

Bête héroïque et grandiose. Les petites anthologies de ce genre fournissent toujours deux plaisirs : l'un qui consiste à découvrir les textes choisis par ceux qui les ont préparées, l'autre qui consiste à inventorier ceux qu'on y aurait mis si l'on avait été à leur place. Je n'aurais pas, moi non plus, retenu *Truismes*, le premier roman qui, en 1997, a rendu Marie Darrieussecq célèbre ; mais j'aurais inclus *Stratégie pour deux jambons* de Raymond Queneau (1978), monologue philosophique grinçant d'un cochon au seuil de l'abattoir. Au titre de la jeune littérature contemporaine, on aurait pu penser au très bref *Procès du cochon* d'Oscar Coop-Phane (2019), et surtout à *Règne animal* de Jean-Baptiste Del Amo (2016), terrifiante peinture naturaliste d'un élevage intensif de cochons dans les années 1980, lauréat du prix du Livre Inter.

Le cochon, notez, est souvent décrit en bête héroïque et grandiose, comme dans *Pig* de Kenneth Cook (1980, disponible chez nous sous le titre *La Bête*), récit d'une folle chasse au cochon sauvage dans les marécages d'Australie. Signalons également les *Porcs* très célèbres de Philippe Lacoche (2001), six portraits de cochons vedettes retraités, *Le plus beau cochon du monde*, comédie loufoque du génial P.G. Wodehouse (1952) et, pour la bonne bouche, le fort curieux *Salami* de Gérard Oberlé (2002), recueil de textes accompagné de photographies de salaisons italiennes signées Hans Gissinger. Une perle qui, si j'ose dire, n'est pas pour les pourceaux.

Le goût des cochons, textes choisis et présentés par Bruno Deniel-Laurent (Mercure de France, 161 p., 8,20 €).

HERMANCE TRAN

Le Bien Public

Publié le : Jeudi 11 juillet 2019

https://www.bienpublic.com/edition-dijon-ville/2019/07/10/la-metropole-veut-nouer-des-liens-forts-avec-les-pays-arabes

La Métropole veut nouer des liens forts avec les pays arabes

Seize ambassadeurs des pays arabes se sont rendus à Dijon, mardi et mercredi. Ils ont établi des premiers contacts avec des entreprises de la métropole, découvert les pôles d'innovation et rencontré des partenaires publics, dans l'optique de renforcer les opportunités d'affaires et d'échanges.

Au premier étage du pôle européen d'innovation en agroécologie Agronov, à Bretenière, l'ambiance est studieuse. Dans une salle remplie, seize ambassadeurs des pays arabes écoutent attentivement les présentations. Il est question d'agroécologie pour répondre aux enjeux de l'agriculture de demain, puis de la commercialisation du miel d'Apidis. « Nous en produisons aussi, mais nous manquons de savoir-faire », observe une représentante. « Faites venir vos apiculteurs ici ! Ils pourront être formés à l'école des hautes études en apiculture », lui répond immédiatement le président d'Agronov, Pierre Guez. C'est pour ce genre d'échanges qu'une délégation d'ambassadeurs des pays arabes, à l'initiative de la chambre de commerce franco-arabe, s'est rendue mardi et mercredi à Dijon. L'objectif ? Découvrir les grands projets de la métropole, ses pôles d'innovation et ses entreprises. Avec l'idée de saisir des opportunités d'affaires et d'échanges avec ces dernières.

Dans la délégation (ici au siège de Dijon métropole), emmenée par Vincent Reina, président de la chambre de commerce franco-arabe, figuraient notamment les ambassadeurs du Maroc, du Liban, de Djibouti, du Koweït, de la Libye, du Yémen, des Comores, de l'Algérie, du Soudan, de la Palestine, de la Ligue arabe, et des représentants de ceux de l'Arabie Saoudite, des Émirats arabes unis, d'Oman et de la Tunisie. Photo Hélène ENGINGER Photo : Le Bien Public

« Nous avons choisi Dijon Métropole pour plusieurs raisons, explique Vincent Reina, le président de la chambre de commerce franco-arabe. C'est un territoire qui créée, finance, construit, et qui ne va pas s'arrêter. Depuis quinze ans, la métropole a investi 1 milliard d'euros dans l'économie locale et la réalisation de grandes infrastructures. Il y fait bon vivre, et elle possède des pôles d'excellence dans les domaines de l'agroalimentaire, de la santé et de la ville connectée. » Outre le projet On Dijon, les ambassadeurs ont aussi découvert, durant deux jours, le pôle de compétitivité Vitagora, le groupe Urgo, la Société de production pharmaceutique et d'hygiène, ainsi que des dirigeants d'entreprises et de start-up comme Crossject et Oberthur Cash Protection. « Il est important de montrer que dans nos métropoles se développent des projets nationaux et internationaux qui peuvent intéresser les pays arabes, résume François Rebsamen. On essaie de voir ce qu'on peut leur apporter et ce qu'on peut recevoir ». Car le président de Dijon Métropole le sait bien : alors que les exportations françaises sont en repli dans cette zone du globe, les entreprises locales peuvent avoir une carte à jouer, « si elles le veulent », pour toucher un marché de 370 millions d'habitants.

par Rémy Dissoubray

LE BIEN PUBLIC

Le Bien Public

Publié le : Jeudi 11 juillet 2019

« Une multitude de projets émergent »

La visite de la délégation a été l'occasion, pour François Rebsamen, de présenter les dernières réalisations à Dijon, avec le musée des Beaux-Arts rénové et le projet de smart city On Dijon lancé en avril. Il a aussi abordé le cas de la Cité internationale de la gastronomie et du vin, dont la première pierre a été posée le 4 juillet. Sur la possibilité de lancer des partenariats avec certains pays arabes, le président de Dijon Métropole affirme : « Il y a une multitude de projets qui sont en train d'émerger, ici et là. Le maire de Casablanca aimerait développer On Dijon à sa manière. On échange à ce propos avec l'ambassadeur du Maroc, ainsi que sur les coopérations au CHU entre Rabah et Dijon. Rabah qui, d'ailleurs, s'intéresserait à notre tramway pendant un moment. Quand on parle avec la Tunisie, on parle développement agroalimentaire et tourisme. C'est vraiment du concret ». Il se pourrait donc que certains projets menés sur le territoire de la métropole servent de modèle dans certains pays. « Aux entreprises privées, qui ont un savoir-faire, de prendre leur place et à nous démontrer ce que le public peut faire », conclut-il.

France Bleu Bourgogne

Publié le : mercredi 10 juillet 2019 à 21:45 par Sophie Allemand

https://www.francebleu.fr/infos/economie-social/le-commerce-cote-d-orien-se-developpe-dans-les-pays-arabes-1562786588

Le commerce côte-d'orien se développe dans les pays arabes

Mardi et mercredi, seize ambassadeurs des Pays Arabes se sont rendus en Côte-d'Or pour découvrir nos industries et entreprises. C'était la première rencontre de ce type.

Les ambassadeurs des 16 pays étaient présents (Djibouti, Egypte, Arabie Saoudite, Koweït, Oman, Liban, Libye, Yémen, Comores, Palestine, Algérie, Emirats Arabes Unis, Bahrein, Maroc) © Radio France – Sophie Allemand

Côte-d'Or, France

Deux jours pour découvrir l'industrie côte-d'orienne, c'est le programme établi par la **CCI du département** pour une quinzaine d'ambassadeurs des pays Arabes en France. Près d'un tiers des visas signés en Côte-d'Or pour

l'exportation concernent ces pays. Cette initiative de la chambre de commerce franco-arabe vise à développer ces échanges.

Développer encore plus ces exportations et relations

Les ambassadeurs ont établi des premiers contacts avec des entreprises de la métropole et découvert les pôles d'innovation. L'idée est de développer des opportunités d'exportations pour nos entrepreneurs dans cette zone du monde.

Écouter l'interview : Vincent Reina est président de la chambre de commerce franco-arabe.

Cette première rencontre a permis de mettre en avant notre **potentiel local**, en particulier dans les domaines de l'**agroalimentaire** et de la **santé**. « L'idée c'est de montrer que Paris est certes capitale mais ce n'est pas la France, il se passe beaucoup de chose en Côte-d'Or », explique **Vincent Reina, président de la chambre de commerce** franco-arabe.

Exemple : l'export de matériel d'escrime dans les pays Arabes

Cela peut surprendre, mais certaines entreprises aux activités très pointues y trouvent leur compte. Comme la société **Prieur Sports** qui produit de l'équipement d'escrime, qui existe depuis **1788 et est basée à Genlis**.

Didier Contrepois © Radio France – Sophie Allemand

L’escrime se développe dans ces pays : en 2016, une tunisienne a remporté une médaille aux Jeux olympiques à Rio. C’est donc un marché à développer encore plus pour son dirigeant Didier Contrepois.

Écouter l’interview : Le matériel d’escrime côte-d’oriens dans les pays arabes : rencontre avec Didier Contrepois

Le dirigeant de Dijon Céréales était également présent, ainsi que des spécialistes de la radiothérapie, le producteur de miel Apidis ou encore une fabricante de joints pour les industriels.

Mots-clés : commerce (magasin)

Sophie Allemand
France Bleu Bourgogne

Infos Dijon

Publié le : 12 juillet 2019

http://www.infos-dijon.com/news/dijon-metropole/dijon-metropole/dijon-metropole-entreprises-et-acteurs-economiques-du-territoire-ouvrent-leurs-portes-a-la-chambre-de-commerce-franco-arabe.html

DIJON MÉTROPOLE : Entreprises et acteurs économiques du territoire ouvrent leurs portes à la Chambre de commerce franco-arabe

Une délégation d'une trentaine de personnes, dont plusieurs ambassadeurs de pays arabes, ont tenu à faire le déplacement sur le territoire métropolitain cette semaine.

La Chambre de commerce franco-arabe est une structure paritaire qui fêtera en 2020 ses 50 ans. Paritaire dans le sens où elle rassemble des chefs d'entreprises françaises mais aussi les ambassadeurs des 22 pays de

la Ligue arabe. C'est cette Chambre qui a manifesté auprès du président de Dijon Métropole, François Rebsamen, sa volonté de tisser des liens avec le territoire.

« Paris est la capitale, mais Paris n'est pas la France »

Vincent Reina, président de la Chambre de commerce franco-arabe, explique : « Depuis quelques années, nous nous orientons vers une action beaucoup plus commerciale d'accompagnement de nos entreprises et pour mieux aider nos amis arabes dans leurs projets qu'ils ont écrits à 2025, 2030, 2035… Pour aller plus loin, nous pensons que Paris est la capitale mais Paris n'est pas la France. Il se passe beaucoup de choses dans les territoires et dans l'un des premiers d'entre eux, Dijon Métropole. Nous ne voulons pas nous arrêter à ces deux journées, nous allons continuer à écrire cette histoire de relations fortes, avec des objectifs. Notre esprit n'est pas de cultiver une chapelle, nous sommes là pour travailler avec les autres structures que sont Business France, les CCI, le Medef international… ».

Et il insiste sur la nécessité de la démarche : « Le constat est que nous ne pouvons pas être satisfaits des résultats du commerce extérieur d'une façon générale. Autant les importations sont bonnes, autant les exportations sont en stagnation. Nous n'arriverons à développer beaucoup plus la présence de nos entreprises françaises dans les exportations vers les pays arabes que si nous sommes dans l'esprit de tirer dans le même sens et de les accompagner. Notre vocation n'est pas institutionnelle. Ça ne peut pas s'arrêter à des simples visites d'entreprises, tant la demande, les besoins et les opportunités existent ».

« Plus de 30% des visas délivrés par la CCI Côte-d'Or » vers les pays arabes

Ce sont en effet deux journées en ce milieu de semaine qui ont été consacrées à la réception d'une délégation de 35 personnes, dont des ambassadeurs – et ambassadrice – de différents pays arabes (Djibouti, Egypte, Arabie Saoudite, Koweït, Oman, Liban Libye, Yémen, Comores, Palestine, Algérie, Emirats Arabes Unis, Bahrein, Maroc). La Chambre de commerce et d'industrie de Côte-d'Or, en partenariat avec le service international de la CCI Bourgogne Franche Comté, avaient concocté aux invités « un programme orienté sur le dynamisme et l'innovation locale, en lien avec Dijon métropole ».
En préambule d'un déjeuner dans les locaux de la CCI Côte-d'Or à Dijon, son président Xavier Mirepoix a rappelé que le département est riche de 22 000 entreprises, « dans le commerce, l'industrie, les services et le tourisme », en parlant plus particulièrement de la métropole dijonnaise tel le « poumon économique de la région » dont elle est « la première zone d'emploi ainsi que le premier pôle commercial ».
Quant à l'export, en l'occurrence vers les pays arabes, il est loin d'être négligeable selon Xavier Mirepoix, qui s'est adressé aux ambassadeurs :

« Sur 12 000 formalités enregistrées par la CCI en 2018, plus de 3 500 visas ont été apposés sur des documents d'exports à destination de vos pays, ce qui représente plus de 30% des visas délivrés par la CCI Côté-d'Or. 2 400 l'ont été depuis le site de Dijon, dont près de 1 000 rien que pour l'Arabie Saoudite dans le domaine de l'industrie, 500 pour les Emirats et 390 pour l'Algérie. 1 100 ont été établis depuis le site de Beaune, dont 700 pour les Emirats et 170 pour l'Algérie ». Pour le président de la CCI Côté-d'Or, l'exportation est un besoin primordial.

« Des portes ouvertes à encore bien des développements »

Rémy Laurent, président de la CCI Bourgogne-Franche-Comté l'assure : « Les entreprises dijonnaises rayonnent et jouent un rôle significatif dans le commerce international ». Plus largement, il qualifie la Bourgogne-Franche-Comté de dynamique sur plusieurs indicateurs de l'exportation : « Avec ses 2,8 millions d'habitants, c'est la première région française exportatrice pour le montant de ses exportations par habitant, de même que pour son solde commercial excédentaire ». Rémy Laurent poursuit : « Les cinq premiers secteurs d'activité en région représentent 50 % des exportations : l'automobile, les machines et équipements, les produits sidérurgiques, les vins et les équipements pour l'industrie automobile ».
Ce que réaffirment les deux CCI, c'est que la région, plus particulièrement le territoire métropolitain dijonnais est « un territoire d'entrepreneurs et d'industriels », porté notamment par « un éco-système public-privé, des stratégies bien ciblées » et des dynamiques de recherche et développement bien structurées. Rémy Laurent ajoute : « Notre rôle est de promouvoir les exportations au travers du Team France Export. 18 conseillers internationaux sont là pour faciliter l'accès à 65 marchés, dont les vôtres ».
Autour de l'accueil de la délégation de la Chambre de commerce franco-arabe, il conclue avec optimisme : « La balance commerciale de la Bourgogne-Franche-Comté est excédentaire avec les pays arabes de l'ordre d'un demi-milliard d'euros de produits et de services… Ce qui laisse des portes ouvertes à encore bien des développements entre nos entreprises et vos pays respectifs. C'est avec une bonne marge que nous nous retrouvons sur une coopération qui ne demande qu'à être davantage éveillée, dans la co-construction de programmes ».
Agroalimentaire, industrie, pétrochimie, économie d'énergies, sports… Le déjeuner à la CCI de Côté-d'Or mercredi visait à faire se rencontrer entrepreneurs, représentants d'institutions et ambassadeurs de pays arabes afin de renforcer des liens déjà existants ou bien d'approfondir de nouvelles collaborations.

Alix Berthier

Photos : Alix Berthier

TOUTES LES
ÉNERGIES
POUR
L'ENTREPREUNARIAT
capital
ÉNERGIES
CCI CÔTE-D

TOUTES LES
ÉNERGIES
POUR
L'ENTREPREUNARIAT
CAPITAL
ÉNERGIES
Accueil délégation
de la Chambre de Commerce Franco-Arabe
10 juillet 2019

TOUTES LES
ÉNERGIES
POUR
CAPITAL
ÉNERGIES

TOUTES LES
ÉNERGIES
POUR
L'ENTREPREUNARIAT
CAPITAL
Accueil délégation
de la Chambre de Commerce Franco-Arabe
10 juillet 2019

TOUTES LES
POUR
CAPITAL
ÉNERGIES
Accueil délégation
de la Chambre de Commerce Franco-Arabe
10 juillet 2019

TOUTES LES
ÉNERGIES
POUR
TREPREUNARIAT
CAPITAL
ÉNERGIES
Accueil délégation
de la Chambre de Commerce Franco-Arabe
10 juillet 2019

TOUTES LES
ÉNERGIES
POUR
NTREPREUNARIAT
CAPITAL
ÉNERGIES
Accueil délégation
de la Chambre de Commerce Franco-Arabe
10 juillet 2019

TOUTES LES
ÉNERGIES
POUR
REPREUNARIAT
CAPITAL
ÉNERGIES
Accueil délégation
de la Chambre de Commerce Franco-Arabe
10 juillet 2019

LE MOCI
Moniteur du Commerce International depuis 1883

Le Moci

Publié le : 18 juillet 2019

https://www.lemoci.com/lettre-confidentielle/ca-bouge-dans-les-organisations-gratuit-french-healthcare-diabete-ccfa-dijon-ellisphere-conseil-superieur-du-notariat-serbie-regus-afrique/

CCFA / Dijon : 16 ambassadeurs des pays arabes se sont déplacés à Dijon le 9 et 10 juillet, à l'initiative de la **Chambre de commerce franco-arabe (CCFA)** et en partenariat avec **Dijon métropole**, pour rencontrer les partenaires publics et privés clés en vue de renforcer les opportunités d'affaires et d'échanges. Les ambassadeurs, emmenés par Vincent Reina, président de la CCFA, ont été reçus par l'ancien ministre **François Rebsamen**, maire de Dijon et président de Dijon métropole, et les élus métropolitains. Lors de cette visite de deux jours, ils ont pu découvrir les pôles de compétitivité et d'innovation **AgrOnov** et **Vitagora**. Ils sont également allés à la rencontre des grandes entreprises locales du secteur de la santé à l'instar du groupe **Urgo** et des startup dijonnaises comme **Crossject** ou **Oberthur Cash Protection**.
« Alors que les exportations françaises sont en repli dans les pays arabes, notamment avec une baisse de 5,3 % dans la zone du Proche et Moyen-Orient, ce déplacement traduit l'ambition de la CCFA de contribuer aux échanges commerciaux entre la France et les pays arabes en valorisant les savoir-faire des territoires français auprès des pays de la zone MENA », précise un communiqué commun de la CCFA et de Dijon métropole

le Journal du Palais
Le Journal du Palais

Publié le : 26 août 2019

Seize ambassadeurs des pays arabes à Dijon

Business. La Chambre de Commerce Franco-Arabe a organisé une rencontre entre les chefs d'entreprise de Côte-d'Or et les ambassadeurs des pays arabes à Dijon, afin de favoriser les échanges économiques entre les pays.

Seize ambassadeurs de pays arabes, comme la Libye, le Maroc, la Palestine, ou le Liban, ont passé deux journées à Dijon. Ce séjour avait pour but de leur faire découvrir les entreprises locales et favoriser les prises de contact avec leurs représentants. Après avoir visité les locaux de plusieurs sociétés, le groupe s'est arrêté à la Chambre de Commerce et d'Industrie de Dijon.

Un déplacement inédit

Organisée habituellement à Paris, la rencontre a eu lieu pour la première fois à Dijon cette année. L'objectif de l'échange était de tisser des liens entre ambassadeurs et entreprises afin de les réunir autour de projets communs. « Nous avons organisé ce rassemblement pour montrer l'évolution, la richesse et la diversité des produits des sociétés du territoire. Nous devons coopérer avec les pays arabes car nous avons des besoins réciproques », déclarait Vincent Reina, président de la Chambre de Commerce et d'Industrie Franco-Arabe. Un exemple de cette coopération a notamment lieu en Palestine, où se situe une zone industrielle française. « C'est important pour nous d'avoir des partenaires français, la France est un pays avec une industrie nouvelle et moderne qui se développe très vite », confiait Salman Elherfi, ambassadeur de la Palestine.

De nombreux représentants

L'agroalimentaire et la santé sont les principales préoccupations des pays arabes. Pour cette raison, plusieurs entreprises de produits locaux étaient présentes, comme Apidis, fabricant de miel, ainsi que Dijon Céréales dont 50% de l'exportation est destinée au marché Nord-Africain. D'autres chefs d'entreprises étaient au rendez-vous, comme Frédérique Beaulieu, dirigeante de la société FastRing à Bèze. « Nous travaillons avec les pays arabes depuis treize ans. Je me rends en Algérie une fois tous les deux mois. Nous sommes intégrateurs de solutions et accompagnons les besoins alimentaires et pharmaceutiques des pays », explique-t-elle. À ses côtés, Didier Foulont préside le club d'entreprise Les Parcs de la Toison d'or. En mettant à profit son expérience, il se dit être « un accélérateur de business

de proximité » en créant un réseau entre les entreprises du territoire. Ainsi, chaque société œuvre à son échelle pour favoriser les échanges commerciaux.

Début juillet, seize ambassadeurs des pays arabes sont venus à Dijon, à la rencontre des entreprises et de l'écosystème local.

Par Lisa Guinot